

HEROS MALGRE EUX : BRUTALISÉS POUR AVOIR DÉFENDU LE DROIT ET L'ENVIRONNEMENT

L'an dernier 212 militants écologistes ont été tués dans le monde, selon le [rapport de Global Witness](#). On pourrait espérer que la France soit épargnée par les violences faites aux justiciers de la nature. Et pourtant : passé à tabac pour avoir voulu dénoncer une atteinte environnementale, interpellé par la gendarmerie pour avoir répondu à une interview, menacé de mort pour s'être opposé à un projet de retenue d'eau... Chaque année, plusieurs militants du mouvement France Nature Environnement se font brutaliser pour avoir cherché à protéger l'environnement ou tout simplement faire appliquer la loi. Durant 2 semaines, France Nature Environnement leur donne la parole. Témoignages.

Du cyber-harcèlement à l'agression physique dans les Landes

Cela avait pourtant bien commencé : par une victoire devant les tribunaux. Mais le 22 décembre 2018, le maire de la commune de Soorts-Hossegor a diffamé dans un [post Facebook](#) la porte-parole de la SEPANSO Landes et divulgué l'adresse de sa maison, qualifiée de « taudis ». Dans les commentaires, un déferlement de haine et de menaces s'en est suivi. Le matin même, cette dernière avait donné une interview à France Bleu au sujet d'une récente victoire de l'association : la suspension par le tribunal du dragage du lac d'Hossegor. L'association avait saisi la justice, inquiète de l'impact de la technique utilisée sur l'environnement et la biodiversité. « *Ils ont menacé de brûler ma maison... le but était clairement de me faire taire. Mais je ne suis pas du genre à baisser la tête* », réagit Sylvie Brossard. Quelques mois plus tard, un homme l'a agressée dans son jardin et insultée d'écolo de merde. A l'heure actuelle, les propos du maire de Soorts-Hossegor n'ont pas pu être jugés en première instance car les faits ont été prescrits. L'association va faire appel.

Des élus locaux peu scrupuleux dans les Hautes-Pyrénées

Dans la commune de Loudenvielle, un membre d'ARPAL (Association Réfléchir Proposer Agir pour le Louron) s'est fait brutaliser par deux élus locaux pour avoir filmé un chantier a priori illégal (sans panneau d'autorisation) le 29 avril 2020. Tandis qu'il filmait la scène pour alerter les autorités publiques, le conseiller municipal qui était aux commandes de la pelle mécanique s'est précipité vers le militant écologiste et lui a vociféré menaces et injures. Il a vite été rejoint par son père, président du Conseil départemental des Hautes-Pyrénées. Alain Dupiech s'est alors fait suivre jusqu'à son domicile, pousser à terre et frapper à coups de pieds. Il réagit : « *Au-delà du traumatisme personnel, ces faits sont indignes d'élus locaux. A l'heure actuelle, ma plainte a été rejetée par le Procureur. Avec mon avocat nous poursuivons notre plainte sous une autre juridiction... nous ne laisserons rien passer. Si nous ne nous battons pas pour protéger l'environnement dans le département, qui le fera ?* »

Menaces de mort dans le Lot-et-Garonne

Dans la commune de Pinel Hauterive, alors qu'il luttait contre un projet de retenue d'eau (dit Lac de Caussade) visant à accaparer un bien commun au profit de quelques agriculteurs, un militant de la SEPANLOG a reçu des menaces de mort de la part du Président du syndicat agricole majoritaire du département (Coordination Rurale 47). La scène



se déroule le 30 septembre 2019 lors d'une réunion organisée par la Préfecture de Lot et Garonne. La violence est inouïe et assumée : « Vous n'avez qu'un seul objectif nous casser les c***, mais vous nous ferez moins chier lorsque vous serez au fond du lac ». Les menaces sont proférées à deux reprises devant la Préfète du Lot et Garonne, le député de la circonscription et de nombreux élus locaux et syndicaux. Malgré la plainte déposée, le dossier est encore sur le bureau de Mme la Procureure de la République. « *Recevoir des menaces de mort, en France, alors que l'on se bat pour protéger l'environnement, me paraissait jusque-là improbable* », explique Lionel Feuillas, ciblé par ces menaces.

Une procureure qui fait de l'excès de zèle en Corrèze

Le 30 mai 2020, le porte-parole de l'association Sources et Rivières du Limousin a été [convoqué par la gendarmerie](#) d'Égletons en Corrèze. Le motif : avoir répondu en janvier 2020 à une demande d'interview de France 3 dans laquelle il dénonçait la construction de serres industrielles à tomates hors-sol sur une zone humide. Personne n'a porté plainte... pourtant la Gendarmerie, diligentée par la procureure de Tulle, a jugé bon de mener l'enquête et le convoquer pour "violation de domicile". Les deux journalistes et le président de la confédération paysanne de la Corrèze, n'ont, eux, même pas été entendus. Dérive issue de la création de la cellule Demeter, visant à faire cesser tout prétendu « agri-bashing » à l'encontre du monde agricole productiviste ? « *Cet épisode constitue une forme directe d'entrave à la liberté d'expression et au devoir d'information de notre association* », résume Antoine Gatet, visé par cette enquête.

Ces témoignages et d'autres sont à retrouver durant 2 semaines sur nos réseaux sociaux, avec le hashtag [#CeJourOù](#).

« Elus locaux, pouvoirs publics, agriculteurs productivistes, chasseurs... les auteurs d'intimidations sont variés. Et ces dernières prennent de nombreuses formes, de la suspension de subventions aux menaces de mort, en passant par le saccage de locaux ou encore les violences physiques. La cellule Demeter s'inscrit pleinement dans ces intimidations, c'est pourquoi elle doit être dissoute. Plus globalement, il faut à tout prix protéger les associations qui défendent l'intérêt général, l'Etat doit être exemplaire et intransigeant dans l'application du droit dans ces situations. Pour une démocratie saine, aucune tolérance pour les menaces et les actions violentes ! », conclut **Arnaud Schwartz, président de France Nature Environnement**.

Pour aller plus loin

[Sur le terrain]

Landes – [Le maire de Soorts-Hossegor incite à la haine et diffame les adhérents d'une association environnementale](#), Observatoire des Libertés Associatives

Hautes-Pyrénées – [Coups et blessures sur un lanceur d'alerte](#), ARPA Louron, 5 mai 2020

Corrèze – [L'intimidation des associations environnementales, nouvelle arme de l'Etat pour la défense des intérêts de l'agro-business ?](#) Sources et Rivières du Limousin, 28 mai 2020

Aude – [Un syndicat lance un flot inouï d'insultes contre des opposants à l'épandage aérien de pesticides](#), juin 2020

Haute-Garonne – [La FDSEA vandalise la façade de France Nature Environnement Midi-Pyrénées](#), février 2020

[Rapport] [« Une citoyenneté réprimée » : état des lieux des entraves aux actions associatives en France](#),

France Nature Environnement est la fédération française des associations de protection de la nature et de l'environnement. Elle est la porte-parole d'un mouvement de 3500 associations, regroupées au sein de 53 organisations adhérentes, présentes sur tout le territoire français, en métropole et outre-mer. Retrouvez-nous sur [fne.asso.fr](#), [Facebook](#), [Twitter](#) (@FNEasso) et [LinkedIn](#).